



## **La CGT ne participera pas à la mascarade de débat sur l'identité nationale.**

### **Lettre ouverte à Madame le Préfet pour transmission au Ministre**

Madame le Préfet,

Selon les instructions gouvernementales, vous nous avez convié à un débat sur l'identité nationale.

Le bureau de l'Union départementale CGT du Cher s'est interrogé sur l'opportunité de participer à cette initiative et a finalement décidé de répondre la négative.

En effet, pour nous, être français c'est partager certaines valeurs du vivre ensemble or il ne nous semble pas que l'objectif du gouvernement à l'initiative de ces débats souhaite faire progresser ce principe.

Quel est donc l'objectif et le contenu de ce « grand débat » ? Renforcer les valeurs qui font la fierté de la patrie des droits de l'homme ou organiser le tri entre les bons et les mauvais Français, les « biens nés » des « pièces rapportées », entre ceux qui « sont à la rue » et ceux qui « ont pignon sur rue » ? Alors qu'une crise économique et sociale d'une rare ampleur déferle sur la France et dans le monde, le gouvernement n'a pas trouvé mieux à faire que de se lancer dans une mise en scène douteuse sur l'identité nationale.

C'est quoi être français ?

La belle affaire, pour les millions de familles qui subissent de plein fouet les conséquences d'une crise dont ils ne portent aucune responsabilité. Mais il est toujours tentant pour un pouvoir en difficulté, devant des résultats désastreux d'un système qui a favorisé l'argent facile, d'utiliser

les vieilles recettes pour trouver des boucs émissaires afin d'expliquer l'impuissance, par-delà les coups de mentons, et l'arrogance, à produire du changement.

Ce discours nauséux est aussi vieux que l'immigration. Hier les juifs, les Polonais, les Italiens, que dire des Portugais, et des Africains, aujourd'hui ces jeunes fuyant les guerres, la misère et la faim. Tous, à leur tour ont été stigmatisés, reniés comme des êtres différents, catalogués, cantonnés dans des lieux, des fonctions... et présentés comme fauteurs potentiels de troubles, donc à surveiller. Le vrai débat, selon nous, doit s'engager sur les valeurs du vivre ensemble, les droits et les moyens de l'exercice de la démocratie. Liberté, égalité, fraternité sont des valeurs qui ont un sens pour le plus grand nombre d'entre nous. C'est affirmer la vision d'une société avant tout « en humanité », « en solidarité ». Une société construite par la capacité et le pouvoir d'agir, l'intervention des travailleurs, des citoyens pour l'accès aux droits fondamentaux, pour la réponse aux besoins des populations, pour la protection de la planète. Repenser un modèle de développement, un partage plus juste de la richesse créée, des droits, qui répondent à cette exigence de justice sociale.

Rêve insensé de se voir égaux dans le respect de la différence ? Rêve insensé d'une éthique de vie ? Eh bien, nous disons à Monsieur Besson que l'identité nationale pour nous c'est cela, tendre la main et ne pas construire des murs et ériger des frontières dans cette France qui souffre



de trop d'inégalités, de discriminations, de précarité en raison des choix politiques du gouvernement en place. Les salariés, les travailleurs, les citoyens n'ont jamais eu autant besoin de solidarité, de protections, de droits, de démocratie dans un monde où tout bouge et très vite.

La CGT a une autre vision du vivre ensemble en société. Nous revendiquons un nouveau statut du travail salarié, parce que nous voulons insérer de la liberté, de la démocratie, de la sécurité et de la solidarité dans les relations de travail. Nous affirmons que l'intégration culturelle, sociale, économique exige la transformation et le contenu du travail. Par l'accès à un emploi choisi, de qualité, durable, bien rémunéré qui autorise à chacune, chacun une vie digne et décente. Une démarche qui appelle la parole, l'écoute le respect, la vérité et exige la participation de toutes et tous aux décisions. C'est bien un nouvel âge de la démocratie dont il est question afin que les droits de l'homme s'appliquent enfin sur chaque lieu de vie, de travail, pour tous.

N'oublions pas que les pères de ces immigrés sans papiers ont été nombreux à participer à la lutte pour libérer la France de l'occupation Nazie pendant que des français dits « de souche », dont une grande partie des familles fortunées se vautraient dans la collaboration. La France n'a jamais payé sa dette envers ces africains, maghrébins, arméniens, espagnols qui ont sacrifié leur vie pour notre liberté. Alors ne serait-il pas grand temps de payer cette dette à leurs descendants, en respectant leur dignité et en aidant leur pays plutôt qu'en pillant leurs richesses et en entretenant des dictatures et des régimes corrompus qui conduisent à des guerres et toujours plus d'appauvrissement ?

Quelle honte aussi que l'expulsion de ces afghans renvoyés dans leur pays en guerre, menacés de mort alors que la France quant à elle participe à l'occupation militaire de leur pays sous prétexte de lutter contre des extrémistes religieux alors qu'ils ne font que protéger un gouvernement corrompu et que les puissances occupantes ne font rien pour aider ce pays à sortir de la misère, la véritable cause du développement du fondamentalisme religieux.

Voilà, Madame le Préfet, les raisons qui nous conduisent à ne pas participer à cette mascarade de débat qui ne sert qu'à faire valoir une politique qui fait la honte de la France, patrie des droits de

l'Homme, de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité, raisons que nous vous demandons de bien vouloir faire connaître à Monsieur le Ministre initiateur des ces réunions..

Nous ne participerons pas à ce débat mais sachez que nous rendrons publiques les raisons de notre décision.

Veillez agréer, Madame le Préfet, l'expression de nos sincères salutations.